

Aude MORALES
vice-président, juge des libertés et de la
détermination

N°RG : N° RG 20/00890 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-MXGD

Minute n° : 20/00697

Nous Aude MORALES, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détermination assisté de Jessica GIROIX, greffier,

Vu la décision de réadmission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 04 août 2020 ,

concernant : **Madame**
née le 03 à JUVISY SUR ORGE (ESSONNE)
NIS
de nationalité Française

Vu la saisine en date du 11 Août 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 11 Août 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Madame** tiers
- **Madame L.**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 11 Août 2020,

Après avoir entendu, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, **Madame** assistée de Me Karen FAUQUE, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement et par écrit par Me Karen FAUQUE,

L'avocat de l'intéressée a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec **Madame**

L'intéressée a été informée qu'elle peut elle-même consulter la procédure.

L'intéressée déclare : j'ai consommé des stupéfiants mais je n'ai pas déliré. D'habitude je n'ai pas ce traitement, d'habitude j'ai juste une piqûre. L'hospitalisation se passe très bien. Non je ne pense pas que cette hospitalisation soit toujours nécessaire. Non on ne m'a rien expliqué lors de ma réadmission.

Entendu le conseil de l'intéressée en ses observations reprenant ses conclusions écrites sur le fond, son discours est cohérent. Elle est parfaitement consciente de ses troubles. Elle vit à proximité de ses parents. Elle a deux enfants qui sont actuellement chez ses parents. Elle n'est pas isolé. Elle d'accord pour un programme de soins et de poursuivre ses soins.

L'intéressée déclare : Non je n'ai rien à ajouter.

La décision est mise en délibéré au 12 août 2020.

Motifs de la décision

Attendu que l'avis médical du docteur Alexandra MACGREGOR préconise la poursuite des soins sous la forme d'une hospitalisation complète, à l'égard de Madame

Le conseil de madame . soutient la nullité de la procédure en l'absence de notification de la décision de réadmission en hospitalisation en soins sans consentement et de l'absence de recueil des observations de madame

Vu l'article L3211-3 du code de la santé publique.

Il ne peut qu'être constaté que la notification de la décision d'admission est visée comme étant du 06 août 2020 alors que la réintégration en hospitalisation complète est du 04 août 2020. Par ailleurs il figure au dossier le formulaire d'information sur la nature juridique les droits et voies de recours mais ce formulaire n'indique pas que les motifs de la décision de réadmission en hospitalisation complète ont été portés à sa connaissance. Enfin, il n'est pas justifié que les observations de madame . aient été recueillis avant la décision de réadmission, sans qu'il ne soit justifié que son état de sante ne le permettait pas.

En conséquence, il convient d'ordonner la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète et de rejeter la demande de maintien formulée par le directeur du centre hospitalier. Toutefois, au vu de la nécessité de maintenir les soins psychiatriques mentionné sur l'avis médical du docteur MACGREGOR du 10 août 2020, la mainlevée pourra être différé de 24 heures maximum afin de permettre la mise en place d'un programme de soins.

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Madame

Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Madame et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complete dans un delai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique)

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée.

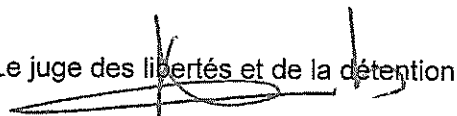
Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 12 Août 2020 par Aude MORALES, Vice-président, juge des libertés et de la détention assisté de Jessica GIROIX, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention




Mentions de notification le 12 Août 2020 :

- Monsieur le Directeur de l'établissement par courriel
- Madame , par l'intermédiaire du CHU
- Me Karen FAUQUE, par courriel
- Madame , tiers, par lettre simple

- Monsieur le Procureur de la République par remise contre émargement le 12 août 2020 à 14h40

Le greffier



Nous,  Procureur de la République, déclarons :

- ☒ ne pas nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

☐ nous opposer à la mise à exécution de la présente décision

Signature :

